

REGARDS SUR LES DERNIERS OUVRAGES REÇUS

Henri PARIS

Ces Guerres qui viennent

Paris, le Fantastocope, 2010, 394 p., 18 €

Dans cet excellent ouvrage de stratégie internationale, le général Paris, géostratège revient sur une question qui marque l'actualité internationale mais, et qui désormais évolue très rapidement, qu'est la guerre. Penser la guerre, question d'une brûlante actualité. Le général Paris a toujours considéré que les hautes responsabilités qui furent siennes n'étaient pas contradictoires avec un engagement républicain affirmé. Auteur d'essais marquants, il signe aujourd'hui un ouvrage qui met en perspective guerre et crise, civilisationnelle, financière.

La guerre, les guerres sont la concrétisation ultime d'un acte politique parmi bien d'autres, cherchant à palier un déséquilibre fonctionnel national ou international. La crise que subit l'Occident, Ancien et Nouveau continent, relève d'un dysfonctionnement structurel, financier, social, politique et sociétal. Les signaux prémonitoires de l'approfondissement de cette crise n'ont pas manqué et ne manquent pas. Penser la guerre traduit une réflexion objective sur sa nature. Une guerre nucléaire était suicidaire et donc impossible jusqu'à ce qu'apparaisse une contre-mesure efficace contre un tir nucléaire. Ainsi surgit un cadre potentiel d'emploi de l'atome militaire. La guérilla et le terrorisme sont des formes dégradées de la guerre ouverte, appelés à s'accroître, notamment le terrorisme islamiste qui demande à être disséqué attentivement. Dans cet ouvrage, les chapitres les plus intéressants sont consacrés aux problématiques de l'Europe de la défense, sujet que l'auteur connaît particulièrement, des temps déjà lointains de la guerre froide aux enjeux de coopération les plus récents.

Fin analyste des questions stratégiques internationales, Henri Paris désigne les États-Unis comme principal opposant à une Europe de la défense autonome, pour des raisons évidentes d'hégémonisme. Il observe des «*Européens peu désireux de provoquer l'ire de Washington*». Pour l'auteur, le fait que l'Europe de la défense soit en retrait des autres aspects de la construction européenne a pour conséquence «*un constat de faiblesse* » et fait de l'Europe «*une proie et un champ de bataille virtuel* ». Pour l'auteur, les États-Unis conservent un rôle dirigeant à la tête des démocraties occidentales, bien qu'en diminution. Ils n'ont pas fini d'expier leur erreur du «*Grand Moyen-Orient* », sans pour autant abandonner la direction du monde occidental.

Livre roboratif, même si nous n'en partageons pas toutes les analyses. Ainsi des coopérations d'armement où nous pointons les désordres concurrentiels, les gaspillages

de groupes qui vivent grassement en Europe de la commande publique. De même la hiérarchie des menaces dans le monde, où nous mettons au premier rang les très considérables dépenses militaires des USA, essentiellement pour une supériorité qualitative, les diktats d'un énorme complexe militaro-industriel, la stratégie de tension face à leur principal « concurrent stratégique », la Chine, leur volonté hégémonique.

Le général Paris manifeste la conviction qu'à l'époque de la prolifération nucléaire, l'existence de capacités antimissiles ouvre paradoxalement une ère où, après soixante ans de dissuasion efficace, l'emploi de l'atome militaire devient possible.

Pour le général, une leçon reste indubitable : la résorption de la crise a été obtenue par intervention de l'État, ce qui est contraire au canon de l'économie du marché totalement libérale. Raison supplémentaire pour que la France prenne le chemin de la lutte pour le désarmement multilatéral et la sécurité collective.

Géostratégiques

.....

Franck ORBAN

La France et la puissance

Perspectives et stratégies de politique étrangère (1945-1995)

Frankfurt, Publications universitaires européennes, 2011, 455 p.

Quelle relation la France entretient-elle avec sa puissance depuis 1945 ? Le sujet est ici abordé dans une double approche épistémologique.

La première, théorique, souligne l'antagonisme entre les deux courants majeurs de la pensée politique, à savoir le réalisme et le libéralisme, et rappelle la nécessité de voir la notion de puissance en relation avec d'autres notions telles que le déclin et la décadence. La seconde, plus historique, analyse les stratégies mises en place par les chefs d'État et de gouvernement français pour préserver la puissance, en prévenir la perte ou bien en accroître l'étendue entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'aboutissement du deuxième septennat de François Mitterrand en 1995. Au delà de l'évaluation relative de telles stratégies, c'est avant tout la question de l'adéquation entre volonté affichée et moyens affectés dans un contexte donné qui reste au cœur du débat sur la puissance française.

Cette étude issue de sa thèse de Doctorat en Histoire contemporaine et de ses travaux sur la France menés au sein du Think-tank norvégien *europa-programmet*, Franck Orban fait apparaître les contradictions théoriques dans lesquelles la France se trouve plongée en s'accrochant à ce concept de « puissance ». Il serait intéressant de poursuivre cette étude sur la période de Jacques Chirac (1995-2007) et celle de Nicolas

Sarkozy qui marque le retour de la France dans l'OTAN. Cette thèse comme l'observe Patrice Buffotot, directeur de l'Observatoire européen de sécurité Défense & Stratégie « est une première étape importante dans l'actualisation conceptuelle de la recherche sur la puissance ». cette recherche ouvre la voie à d'autres travaux sur les problématiques multiples qui découlent de ce concept mais aussi sur les thèmes encore mal explorés par les sciences politiques dans l'analyse des processus d'accroissement de puissance en politique étrangère.

On notera que de nombreux ouvrages consacrés à ce thème n'adoptent pas une démarche scientifique neutre *a priori*, mais s'inscrivent au contraire dans une approche « décliniste » à la mode depuis le début des années 1990. Devant la peur de voir cette puissance multiforme se dérober constamment dans l'étude, l'auteur utilise un outil méthodologique pertinent dans l'analyse du concept de puissance que le sociologue Raymond Aron a élaboré dans les années 1950-1960 qu'est le néoralisme, donc l'acceptation élargie du réalisme aronien qu'il faudra en trouver la filiation, car celui-ci reflète une démarche dynamique ouverte aux multiples facettes du concept de puissance.

Cette étude réconcilie la conception française de puissance avec sa notion de pérennité ou comme l'indique l'auteur la « pérennité de volonté de puissance » en matière de politique étrangère pour ce qui concerne la transmission d'un héritage culturel et politique et la stabilité avec laquelle on poursuit les objectifs de puissance que l'on s'est fixés.

Géostratégiques

Pierre HAZAN

La Paix contre la Justice

André Versaille éditeur – GRIP, 2010, 127 p., 9,90 €

Le premier livre de la nouvelle collection *l'International en jeu est paru*. Son auteur, Pierre Hazan, spécialiste des questions de paix et de justice internationale, lui a donné un titre interpellant : *La Paix contre la justice ?* Comment reconstruire un Etat avec des criminels de guerre. Il marque le début de cette nouvelle « aventure » éditoriale originale : des livres d'une centaine de pages, rédigés par des auteurs confirmés, spécialistes mais partisans d'une démarche pédagogique. Dans cette première livraison l'auteur se penche sur une question d'actualité, celle de l'intervention de la justice internationale dans les conflits internes. De l'ex-Yougoslavie au Soudan, du Proche-Orient au Cambodge, cette question de justice internationale se pose désormais à chaque conflit. Elle suscite inmanquablement de virulentes controverses. Deux thèses s'affrontent et qui sont mises en lumière par l'auteur : les uns ne voient dans cette justice qu'une arme

utilisée ou délaissée par les gouvernements selon leurs intérêts du moment ; d'autres considèrent au contraire la lutte contre l'impunité comme le socle d'un Etat de droit et d'une société démocratique.

La justice est-elle un obstacle ou une condition à la paix ? Est-elle indispensable pour reconstruire des sociétés et rétablir une paix durable ? Pierre Hazan clarifie les enjeux et analyse les effets des politiques d'amnistie, de châtement et de pardon.

Dans ce livre l'auteur revient sur l'émergence de nouveaux concepts (*paix positive, peacebuilding, réconciliation*) qui ont entraîné une forme d'ingénierie de réconciliation. En effet, depuis que la Cour pénale internationale (CPI) est devenue opérationnelle en juillet 2002, intellectuels et acteurs politiques n'ont cessé de débattre du dilemme posé par la quête de la justice et la paix dans les zones en proie aux conflits armés. Ce débat a pris une tournure remarquable depuis que le procureur de la CPI a inculpé, en juillet 2008, le chef de l'État soudanais pour génocide, crimes de guerre, et crimes contre l'humanité dans la région soudanaise du Darfour. Ce débat oppose notamment ceux qui favorisent la paix s'il faut nécessairement conjuguer avec des présumés criminels de guerre afin de mettre fin au conflit armé à ceux qui exigent la justice pénale – sans considération pour la paix – afin de s'assurer que les graves crimes commis durant les hostilités ne se répéteront plus dans le pays en guerre.

C'est dans ce contexte qu'apparaît ce livre de Pierre Hazan. Pour l'auteur, il s'agit d'un « *affrontement entre l'éthique de la responsabilité, portée par les médiateurs, et l'éthique de la conviction, représentée par les juristes* » (p. 7). Ainsi, l'auteur se fixe pour objectif de surmonter l'approche souvent dichotomique de ce débat et de montrer de nouvelles pistes d'analyse qui, « *en élargissant la définition de la paix et de la justice, permettent de mettre en œuvre des instruments de justice – non forcément judiciaires – qui permettent de lutter contre l'impunité tout en renforçant les processus de paix* » (p. 12).

L'auteur semble attaché à l'idée de justice pénale, car toutes les autres démarches, y compris les commissions Vérité et réconciliation, devraient concourir à « *rendre un jour possible l'exercice de la justice pénale* » (p. 119). Concluant ainsi son ouvrage, l'auteur ne semble pas avoir réussi à se démarquer totalement de l'une des deux approches. Mais le livre a le mérite de poser de nouvelles pistes de réflexion et de tenter de surmonter la représentation dichotomique du débat, en montrant les arguments et les limites des deux approches. L'auteur nous aide à comprendre dans cette période de bouleversements et de contestation populaire qui appelle à l'ingérence humanitaire, comment la justice internationale fonctionne et interagit avec les différentes formes des processus de paix.

Géostratégiques

Jean Paul CHAGNOLLAUD, Sid Ahmed SOUIAH
 En collaboration avec Pierre BLANC
Atlas des Palestiniens, un peuple en quête d'un Etat
 Paris, édition Autrement, 2011, 80 p., 17 €

Cet atlas raconte l'histoire du peuple palestinien qui, depuis, le démantèlement de l'Empire ottoman et le mandat britannique en 1922, a cherché à être maître de son destin en exigeant l'avènement d'un Etat sur son territoire. Des décennies plus tard, cet objectif n'est toujours pas atteint et semble même plus inaccessible que jamais. Depuis 1948, plus de la moitié des Palestiniens vivent hors de leur pays, beaucoup dans les conditions des camps de réfugiés, tandis que l'autre moitié est soumise à l'occupation, à la colonisation et, depuis 2006 à Gaza, à un blocus.

Aujourd'hui, toute perspective de paix paraît lointaine, les rapports de force continuant d'être défavorables aux Palestiniens malgré les soutiens internationaux dont ils bénéficient. Par un processus de colonisation systématique et la construction d'un mur qui s'étend jusqu'au cœur de la Cisjordanie, la stratégie israélienne vise à fragmenter et déstructurer un espace sur lequel il sera de plus en plus difficile d'établir un Etat palestinien viable disposant d'une véritable continuité territoriale. Cette situation aggrave l'exclusion de tout un peuple qui, malgré le droit international reconnaissant la légitimité de son aspiration à un Etat à côté d'Israël, est ainsi contraint de vivre l'exil, l'occupation et le blocus dans la bande de Gaza.

Géostratégiques

.....
 Virginie RAISSON
 2033, *Atlas des futurs du monde*
 Paris, Robert Laffont, 2010, 204 p., 30 €

Virginie Raison, spécialiste des relations internationales et directrice du Lépac (laboratoire d'études politiques et cartographiques), est co-auteur des deux atlas du *Dessous des Cartes* (Arte éditions / Tallandier, 2005 et 2007). Si nous retrouvons dans cet ouvrage une cartographie semblable à celle des précédents atlas, la présente édition y ajoute toute la panoplie très pédagogique des tableaux, schémas et graphiques permettant l'assimilation facile des données statistiques. Se scindant en chapitres thématiques se démultipliant eux-mêmes en de nombreux sous-thèmes, l'ouvrage aborde les questions des vides et des pleins, du peuplement de la planète et de dépassement du système actuel de croissance.

Les déclinaisons problématiques abordent les sujets démographique, migratoire, alimentaire, agricole, d'urbanisation, de l'eau, des énergies, etc. développées sous l'angle de la surpopulation, la crise alimentaire, l'épuisement des ressources, la pénurie de pétrole, le réchauffement climatique, la disparition des espèces, la guerre de l'eau, etc. Outre sa grande précision dans l'exercice pourtant difficile de la prospective, l'ouvrage intéresse par l'analyse : si l'avenir n'est pas écrit, l'auteur cherche « sans céder à l'utopisme ni escamoter la complexité du monde, à en donner l'intelligence et l'économie pour repérer là où l'avenir se trame ». Pour illustrer le propos nous pouvons en donner des exemples tels que le scénario d'une Chine vieille avant d'être riche, l'idée d'une Chine et d'une Russie en train de réinventer le concept de frontière ou le grand *monopoly* des terres arables par une multiplication des acquisitions publiques et privées de terres agricoles.

Doté d'un glossaire, d'une classification des pays dans les cartes et graphiques et d'un index, cet ouvrage est un authentique outil pour se projeter avec le maximum de données dans une appréciation des hypothèses les plus crédibles de l'avenir proche.

Géostratégiques

Paul-François PAOLI

La Tyrannie de la faiblesse.

La féminisation du monde ou l'éclipse du guerrier

François Paris, Bourrin Éditeur, 2010, 200 p., 19 €

L'émasculature de nos sociétés est une réalité, presque une lapalissade, dès lors que l'on interroge notre capacité de résilience aux crises, notre *Ethos* militaire affadi et les forces morales nécessaires à tout combattant, vertus qui semblent aujourd'hui nous faire défaut. Ce n'est sans doute pas le lecteur de cette virile revue, où l'immense majorité des contributeurs sont des hommes, qui contredira cette assertion sur la maladie qui frappe aujourd'hui le masculin, assertion qui sert de base à cet essai.

Collaborateur du *Figaro littéraire* et essayiste, Paul-François Paoli nous gratifie ici d'une courte réflexion instructive et stimulante. Tentant de comprendre l'origine du culte actuel du féminin, et dans le même temps de la délégitimation de « l'Autre », l'homme viril, l'essayiste nous alerte sur les conséquences d'un tel transfert de figure d'idéal. Conséquences concrètes, car il suffit de penser à l'affaiblissement de notre résistance aux pertes qui en découle et qui contraint nos capacités à agir, pour saisir l'importance du changement.

Mais quel est l'intérêt de se pencher sur un tel sujet à première vue trop anthropologique ou philosophique ? Penser la stratégie, œuvre à laquelle concourt revue *Géostratégiques*, demande de comprendre les mouvements de fond qui traversent nos

sociétés afin d'en tirer les potentialités ou d'en atténuer les risques. Or, la disparition de la figure du guerrier modifie l'image que nous projetons vis-à-vis de nos alliés comme de nos adversaires, réduit la volonté dont nous nous servons ou érode les relations qui sédimentent nos sociétés.

Débutant par une exégèse des grands penseurs (philosophes, féministes, religieux), l'auteur s'attache à replacer l'homme viril (au sens de son étymologie latine de « vir », vertu de force) par rapport à la femme. Les femmes ayant tout fait pour acquérir la maîtrise du *Logos* (l'ordre du discours et du concept) qui appartenait traditionnellement à l'homme, et celui-ci ayant perdu dans le même temps sa légitimité en réduisant sa confrontation au danger, la figure du guerrier a été progressivement destituée.

Et si le lent déclin de l'Occident était dû à ce renversement des valeurs ? L'auteur le pense, et réussit sur bien des points à nous en convaincre. De la disparition de l'autorité paternelle, il en fait une des causes de la montée de la violence (et de la délinquance) chez les fils. De la recherche de l'ancienne supériorité masculine, il en fait une des raisons de la conversion importante à l'Islam, religion en grande partie rigoriste sexuellement qui préfère par incompréhension de la femme, la soumettre et la cacher. De la mise au placard du guerrier, il en déduit les conséquences de l'apparition d'une peur sclérosante.

Puisqu'une civilisation transmet avant tout un ordre symbolique qui aujourd'hui sur le plan du rapport homme/femme tend à s'inverser, il est probable qu'un long déclin nous guette. En effet, il est difficile d'être à la fois Napoléon et Casanova, de lutter et de séduire. Ainsi, il ne faut pas s'étonner du fait que si nous laissons notre place par renoncement et couardise, d'autres plus virils que nous la prendront. Cet essai est donc un appel stimulant au réveil et à l'éveil des consciences. Pour conclure sur un regret, il est fort dommage que cet essai ne soit pas écrit par une femme. Il y gagnerait certainement en légitimité et en force.

F. de Saint Victor
École de Guerre Économique (EGE), rédacteur du blog Mars Attaque
et contributeur régulier à des revues stratégiques

Frédéric LASSERRE

*Ecologie, Irrigation, Diplomatie, Comment éviter les guerres de l'eau
L'eau au cœur des conflits du XXI^e siècle*

Paris, Editions Delavilla, 2009, 261 p., 17 €

Frédéric Lasserre, directeur de l'observatoire de recherches internationales sur l'eau de l'Université de Laval au Québec et auteur de nombreux ouvrages touchant aux thématiques de l'eau, nous offre, une fois de plus, un panorama et une réflexion aussi riche que passionnante sur les enjeux géostratégiques et hydro-politiques de notre époque.

L'ouvrage se décline en dix chapitres facilitant la lecture du lecteur qui pourra lire l'ensemble de façon linéaire ou bien quelques pans en fonction de son temps et/ou de ses besoins. Au-delà d'une lecture linéaire ou sélective, l'ouvrage s'offre aussi à une lecture transversale qui permet de faire ressortir trois axes de réflexions substantiels. C'est la méthode que nous avons ici privilégiée pour présenter l'ouvrage en ce sens où cela permet de mettre d'autant mieux en exergue, les apports de l'auteur et la consistance d'une réflexion traitant d'un problème complexe, en moins de trois cents pages sans faire pour autant l'économie de sa pertinence.

La thèse défendue par Frédéric Lasserre est claire : « Il n'y a pas et il ne saurait y avoir de problème mondial de l'eau car tous les conflits hydriques sont de nature régionale ».

Sa thèse a vocation à nuancer celles de plusieurs chercheurs qui prétendent qu'il ne saurait y avoir, à l'avenir, de guerre de l'eau parce que l'histoire tendrait à réfuter cette idée. En effet, comme eux, Frédéric Lasserre soutient qu'une dimension mondiale au phénomène est improbable. En revanche, il affirme que de lourds conflits régionaux ne sont pas impossibles, non pas qu'ils puissent être directement déclenchés pour des enjeux hydro-politiques mais parce-que le problème de l'eau peut-être un facteur aggravant. Les prochaines opérations de maintien de la paix pourraient donc être de plus en plus impactées par ce phénomène.

Le premier chapitre, qui peut s'apparenter à un premier axe de réflexion, entend dresser les causes liées au stress hydrique. Mais il n'est pas sans lien avec les Chapitres 8 et 9 qui en revenant sur certains points, approfondissent la démonstration. Sont évoqués, tour à tour, le problème des besoins agricoles qui entrent en conflits avec ceux d'autres usagers, l'état souvent vétuste des réseaux d'adduction d'eau potable et enfin les problèmes liés à la gestion de l'eau. Il évoque à la fois les problèmes de quantité et de qualité bien qu'une attention particulière soit portée aux questions de « rareté de l'eau ». Cela lui donne l'occasion de mettre en garde son lecteur (p.59) et de l'amener à dissocier « rareté absolue » et « rareté relative ». En effet, si la première s'apparente à un phénomène naturel et correspond à une situation dans laquelle la quantité d'eau disponible n'est pas suffisante pour couvrir les besoins de base, la seconde lui permet

de mettre l'accent sur le caractère social et politique du phénomène. Il revient d'ailleurs sur cette question plusieurs fois dans son ouvrage, pour enfin dans son chapitre 9, fort de la démonstration de son Chapitre 8 sur l'irrigation, affirmer que « *la consommation de l'eau n'est pas seulement, on le voit, une question de technologie et d'approvisionnement, c'est aussi une question de comportements sociaux et de choix politiques d'où le concept de « capacité d'adaptation sociale* ».

Les Chapitres 2, 3, 4, 5, 6, et 7 consentent à la validation empirique de sa thèse. La diversité des terrains exploratoires choisis lui permet de montrer que si les problèmes qualitatifs et quantitatifs de l'eau ne peuvent à eux seuls motiver une intervention militaire, force est de constater que tant au niveau interétatique qu'infraétatique, une multitude de crises et de conflits ont, entre autres, pour variable explicative, des origines hydro-politiques. Les exemples d'Israël avec ses voisins, de l'Égypte avec l'Éthiopie et le Soudan, de la Turquie avec ses voisins du Moyen-Orient et de l'Inde avec le Pakistan montrent bien que si les crises restent cantonnées à leur dimension régionale, des conflits qu'ils soient froids ou ouverts, ont déjà eu lieu et l'on ne peut pas exclure que cela puisse venir aggraver des relations diplomatiques souvent crispées et complexes. Le Chapitre 7, qui se concentre sur l'Inde et plus particulièrement sur le fleuve Cauvery, montre quand à lui que des crispations infraétatiques peuvent être directement liées à un problème d'accès et de gestion de la ressource.

Enfin, les Chapitres 9 et 10 lui permettent de monter en généralité et de revenir sur l'invalidité des thèses fondées sur l'improbabilité de guerres de l'eau au vu d'une histoire qui en aurait exclue la pertinence. Ainsi, si l'eau est présentée comme un facteur parmi d'autres à l'origine des conflits, Frédéric Lasserre conclut qu'à défaut d'une volonté politique qui puisse catalyser, pour ne pas dire résoudre, les problèmes régionaux liés à l'eau et qui suppose une redéfinition des politiques conduites, rien ne peut exclure un conflit pour l'eau. Il souligne que les gouvernants seront tôt ou tard confrontés à l'obligation de faire des choix entre les différentes catégories d'utilisateurs, à mesure que les litiges sur l'appropriation des ressources se feront plus nombreux. A défaut de cela, c'est vers l'extérieur que les gouvernements risquent de chercher à faire porter le poids de la sécurisation de leur approvisionnement en eau. D'autant plus, qu'à l'instar d'autres chercheurs (Sylvie Paquerot...), il admet les failles du droit international qui reste muet sur la question des conflits à caractère hydrique. Contradictoire, doctrinaire, fortement empreint du sacro-saint principe de souveraineté, le droit international sur l'eau est aussi le plus souvent bilatéral et de portée limitée.

Pourtant, c'est en ce point nous apporterons notre principale critique à l'ouvrage. Plusieurs initiatives régionales à l'instar de celles conduite au sein de l'Union européenne, notamment avec l'élaboration de la DCE de 2000 qui entend promouvoir une gestion intégrée de l'eau par bassin versant, offre l'exemple d'une initiative qui s'intéresse certes davantage aux questions de qualité et dont les effets ne sont pas encore tout

à fait visibles, mais qui a le mérite de porter une initiative qui sans dire qu'elle puisse être exportable puisse servir de modèle. Non pas seulement en termes de pratiques mais surtout en termes d'initiatives. La gestion intégrée en Europe n'est pas plus simple qu'ailleurs. Mes recherches actuelles sur la DCE révèlent plutôt la difficulté qu'il y a à concilier une pluralité d'intérêt autour d'enjeux hydriques qui touche directement à la souveraineté des Etats membres. Mais des efforts ont été faits et continuent à être réalisés que se soit dans l'enceinte de réunions d'intercalibration qu'en perspective des négociations des directives-filles. L'effet domino, bien qu'ayant des fondements divers (affranchissement, rivalité, séduction, reconnaissance) est en relations internationales, un élément non-négligeable et l'on peut penser que les initiatives européennes puisse déclencher d'autres initiatives de ce type, à commencer par ses voisins limitrophes qui pourront eux-mêmes s'en inspirer dans leur région (Russie, pourtour méditerranée, Union Africaine) ou tout simplement par séduction comme il semble que ce soit le cas pour le Brésil. Plutôt que sur un droit international au sens onusien du terme, il se pourrait bien que ce soit le droit régional qui apporte des solutions à des problèmes localisés. D'ailleurs, on est en droit de se demander si Frédéric Lasserre n'a pas volontairement exclu de traiter ce paramètre plutôt que de parler d'omission dans la mesure où il évoque rapidement l'exemple de l'Alena et ainsi l'impact d'une législation régionale plus à même de tenir compte de la diversité régionale des problèmes qui se posent en terme de qualité ou de quantité.

*Delphine Loupsans
Docteure en Science politique, diplômée de Bordeaux IV.
Chercheuse au Cemagref, UMR G-EAU, Montpellier.*